

## L'INVERSION DU RÉEL COMME MODE DE GOUVERNEMENT

**Prisca Thevenot est une production typique de notre époque misérable. Fanatique macroniste, sans parole ni valeurs elle est officiellement la ministre chargée du «Renouveau démocratique» dans le gouvernement le plus autoritaire et anti-démocratique que la France ait connu depuis des décennies.**

Si on devait chercher un équivalent, ce serait comme un Ministère de la paix dans le gouvernement de Poutine, ou un ministre de l'écologie chez Donald Trump.

Prisca Thevenot, mariée à un banquier, est une manageuse toxique avant d'être une politicienne. Cette année, pas moins de 7 membres de son cabinet ont démissionné, dénonçant le harcèlement moral, les humiliations répétées, le «chantage affectif» et la «violence verbale» de la ministre.

En février 2023, Prisca Thevenot s'était opposée à une proposition visant à généraliser les repas étudiants à petit prix. Pour se justifier, elle avait publié un tweet illuminé contre «les députés Robin des bois de la NUPES qui appellent à voter pour que les enfants de millionnaires puissent bénéficier des repas à 1€». En 2021, elle déclarait sur Cnews : «Le Pen parle très bien et ça c'est un fait, mais elle ne fait pas beaucoup [...] en ce moment est en train de se jouer le sujet dont elle raffole, le séparatisme, et elle ne fait rien ! Elle devrait y aller franchement». Autrement dit, Le Pen n'est pas assez à droite pour le gouvernement. Le 12 août dernier, elle déclarait sur Sud Radio : «Je crois qu'il y a une médaille d'or qu'on a oublié d'attribuer, c'est celle de de l'indécence et de l'anti-France pour La France Insoumise». **L'«anti-France», c'est un concept forgé par l'extrême-droite radicale depuis plus d'un siècle, qui servait à désigner les juifs, les communistes, et tous les ennemis intérieurs. Sous Vichy, ce terme a servi à justifier les rafles, la torture et la déportation de ceux qui étaient considérés comme des «corps étrangers» en France. Voilà l'imaginaire et les références de la ministre du «Renouveau démocratique» de Macron.**

Au sein du gouvernement, c'est Prisca Thévenot qu'on envoie sur les plateaux télé pour asséner les pires énormités. C'est elle qui est chargée de détruire le sens des mots avec férocité, de dynamiter le réel.

Le 27 août, sur Twitter, **Prisca Thevenot a osé qualifier de «coup d'état» la demande de l'opposition de respecter les résultats des élections de juillet. Voici son message, suite au refus de Macron de nommer une Première Ministre de gauche : «Le NFP veut obtenir par la force ce qu'il n'a pas obtenu par le vote. C'est cela qu'on appelle un coup d'État».**

**La perversité est complète. C'est bien le camp Macron, minoritaire depuis 2022, doublement battu dans les urnes, qui met en place un putsch, tout en accusant ses opposants d'en être les auteurs !**

Ce procédé est systématique : quand Darmanin déploie une violence policière inouïe contre les luttes sociales et écologistes, il les accuse par avance d'être violentes. Quand les dirigeants piétinent toutes les règles républicaines, ils accusent l'opposition d'être «anti-républicaine». Les voyous en col blanc, parfois condamnés, qui nous dirigent, sont les premiers à réclamer la «tolérance zéro» pour les délinquants. À présent, puisque tout est inversé, autant affirmer que le respect d'une élection serait un «coup d'État».

Cette opération est concertée, puisque la ministre Rachida Dati aussi parle d'un «coup de force» de la gauche. C'est l'occasion de rappeler que Dati est mise en examen pour corruption.

Éric Ciotti utilise les mêmes mots : «Jean-Luc Mélenchon appelle à une grande marche.

Inacceptable coup de force. Des procédés rappelant les ligues anti parlementaires des années 30. Le coup d'État permanent du NFP doit cesser». Un tel niveau de retournement est quasiment artistique. C'est Ciotti, le petit politicien d'extrême droite, qui a organisé un putsch ridicule au sein de son propre parti en s'enfermant dans les locaux et qui s'est allié avec le RN, mouvement héritier du pétainisme, qui dénonce un coup de force et les fascistes des années 1930. Le camembert dit au maroilles qu'il pue.

Dans le même registre, Laurent Jacobelli, élu et porte parole du Rassemblement National, déclarait le 17 juillet sur LCI. «Aujourd'hui l'extrême droite s'appelle la France Insoumise».

Enfin, un autre proche de Macron, François Bayrou, invité sur un plateau, se faire reprendre par la présentatrice Apolline de Malherbe qui lui dit qu'aux élections «il y a quand même eu un premier [le Nouveau Front Populaire]». Il répond : «Non, il n'y a pas eu de premier !» Le réel n'a plus court. Les antifascistes sont traités de fascistes. Les néo-nazis se permettent de qualifier la gauche d'antisémites. Les anti-racistes sont accusés d'être eux-mêmes des racistes. Les féministes seraient responsables du sexisme. Les gagnants des élections sont les perdants, et inversement. Les tyrans se déguisent en démocrates. La liberté c'est l'esclavage. Tout est renversé.

«Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. (...) Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez» expliquait Hannah Arendt à propos du totalitarisme. L'inversion est un mode de gouvernement.